



## Les manifestations de masse au Brésil et la crise de la direction révolutionnaire

Par [Bill Van Auken](#)

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#)

Mondialisation.ca, 24 juin 2013

[WSWS.org](#)

Depuis une semaine, le Brésil est en proie aux plus grandes manifestations depuis la fin de la dictature militaire en 1985. Cette éruption de luttes de masse révèle avant tout la crise de la direction révolutionnaire des travailleurs.

L'élément déclencheur initial des protestations qui ne cessent de s'intensifier a été une hausse du prix des transports en commun, qui a été par la suite annulée afin de dissiper les troubles sociaux. Néanmoins, jeudi l'on a vu descendre dans les rues de Rio de Janeiro, de Sao Paulo et d'une dizaine d'autres villes à travers le pays entre un et deux millions de personnes pour exiger avec insistance des investissements plus substantiels dans l'éducation et les soins de santé en donnant libre cours à la colère populaire quant aux milliards qui sont déversés pour les stades de la Coupe du Monde, aux dépens de la population.

Dans de nombreux cas, les manifestants ont été violemment réprimés, notamment au moyen de gaz lacrymogènes, de balles en caoutchouc et de charges de la police montée.

Des mobilisations de la population d'une ampleur aussi considérable ne peuvent être simplement expliquées par les événements directs qui les ont déclenchées – dans ce cas précis, une augmentation du ticket de bus de 20 centimes; dans le cas de la Turquie, la décision de raser le Parc Gezi à Istanbul. Elles sont enracinées dans les contradictions profondes de ces sociétés, qui ont été considérablement aggravées par la crise historique du capitalisme mondial.

Le Brésil, tout comme la Turquie, a été acclamé ces dernières années comme étant une réussite économique. Et pourtant, le « miracle brésilien » semble être allé droit dans le mur.

Alors qu'il a créé environ 50 milliardaires et plus de 150.000 millionnaires, il s'est révélé incapable de régler les séquelles de l'oppression impérialiste et de l'arriération économique par rapport à son infrastructure sociale de base. Des programmes d'aide sociale restreints qui ont été salués pour avoir réduit le taux de pauvreté extrême et créé une nouvelle « classe moyenne » n'ont pas réussi à modifier le statut du Brésil qui est l'un des pays socialement les plus inégaux de la planète.

Les signes de crise économique se multiplient avec le taux de croissance chutant à 0,9 pour cent en 2012 et à 0,6 pour cent au premier trimestre de cette année. La production industrielle a dégringolé à 0,3 pour cent avec son lot de licenciements et de gels de l'embauche. Les dépenses des consommateurs sont en train de baisser vu que la majorité

de la population est confrontée à un endettement croissant. L'inflation est passée à un taux officiel de 6,5 pour cent et les coûts des produits de première nécessité sont en train d'augmenter encore plus rapidement.

Alors que le nombre de diplômés universitaires a doublé au cours de la dernière décennie, la majorité de ceux qui quittent l'université sont incapables de trouver des emplois qui nécessitent leurs diplômes ou qui paient des salaires décents.

Ces jeunes gens, étudiants et nouveaux diplômés, représentent une partie substantielle des manifestants qui sont descendus cette semaine dans les rues du Brésil et pour la majeure partie d'entre eux c'était la première fois de leur vie qu'ils participaient à une action sociale de masse.

La confusion politique inévitable d'un tel mouvement de masse spontané a été exploitée, tout particulièrement jeudi, par les forces de l'extrême droite. Des bandes de voyous se sont attaqués à des groupes de manifestants de gauche et un petit nombre de syndiqués qui avait rejoint les manifestations, arrachant et brûlant leurs banderoles, en les agressant avec du spray au poivre, des grenades assourdissantes et des barres de fer, pour les obliger finalement à quitter la manifestation. C'est ce qui s'est produit à Sao Paulo, Rio et dans un certain nombre d'autres villes, et qui indique une campagne bien organisée et sans aucun doute coordonnée avec la police et peut-être même l'armée.

La droite a cherché à détourner l'orientation politique des manifestations pour l'égalité sociale, en scandant le slogan « Pas de partis » et en dénonçant la corruption politique, les impôts élevés et la criminalité.

Alors que la majorité de ceux qui défilaient était inconscients de ces événements sinistres, le fait que les nervis fascistes aient pu agir en toute impunité est politiquement significatif.

La plupart de ceux qui manifestaient ont vécu l'intégralité de leur vie politique consciente sous des gouvernements dirigés par le Parti des Travailleurs (Partido dos Trabalhadores—PT) de l'ancien dirigeant syndical Luiz Inacio Lula da Silva et de celle, triée sur le volet, qui lui a succédé Dilma Rousseff. Le Parti des Travailleurs a été au pouvoir durant toute la dernière décennie.

Formé en 1980 après des grèves de masse tumultueuses qui avaient ébranlé la dictature militaire, le Parti des Travailleurs et la fédération syndicale à laquelle il était affilié, la CUT (Central Unica dos Trabalhadores), avaient dès le départ servi de moyen pour rediriger sous la domination de l'Etat bourgeois ce mouvement combatif de la classe ouvrière brésilienne.

Néanmoins, toute une série d'organisations de pseudo-gauche se sont consacrées à semer l'illusion que le PT pourrait être transformé en un instrument révolutionnaire pour établir le socialisme au Brésil.

A partir du moment où le PT a remporté des postes au niveau municipal et de l'Etat, sa politique s'est de plus en plus recentrée à droite jusqu'à ce que finalement Lula soit élu président en 2002 sur la base de la garantie qu'il poursuivrait la politique économique, dictée par le FMI, de ses prédécesseurs. Le capital brésilien et international ont fini par considérer le PT comme le meilleur instrument pour protéger leurs intérêts contre une révolte d'en bas.

Certaines organisations de pseudo-gauche ont été expulsées du PT tandis que d'autres sont

restées et ont vu leurs membres accéder à des fonctions de direction. Dans le cas du Secrétariat unifié pabliste, ces deux cas de figure se sont produits.

Une partie de sa section brésilienne a été expulsée et s'en est allée créer un nouveau parti sur la même ligne que le PT initial, le PSOL (Parti Socialisme et liberté), tandis que d'autres sont restés, avec un membre, Miguel Rossetto, qui est devenu ministre de la Réforme agraire et laquais des gros propriétaires terriens.

Parmi ceux qui s'étaient précédemment auto-proclamés trotskystes, on compte Antonio Palocci, qui devint ministre des Finances et Luiz Gushiken qui fut le directeur du ministère de la Communication sociale du gouvernement Lula. Tous deux font depuis l'objet de poursuites judiciaires en relation avec la vague de corruption et de scandales d'achat de votes parlementaires concernant le gouvernement PT.

Le rôle politique criminel joué par ces éléments de pseudo-gauche et qui tous sont d'orientation totalement nationaliste, a été de fournir un vernis « socialiste » à un parti capitaliste droitier qui a systématiquement œuvré pour subordonner chaque lutte sociale aux intérêts du patronat et de l'Etat brésilien. Ils l'ont fait, en partie, en promouvant les syndicats qui, depuis longtemps, ont cessé d'être considérés par la population comme un instrument de changement social et qui se sont fait remarquer par leur absence dans l'actuel mouvement de protestation de masse.

Ceci a fourni un espace politique qui a permis à la droite brésilienne de s'engager dans le type de populisme réactionnaire que l'on a pu observer lors des récentes manifestations, en exploitant la colère populaire contre l'appareil politique pro-capitaliste corrompu du PT. Les dangers posés par ces développements ne sont que trop réels dans un pays qui a été gouverné deux décennies durant par une dictature militaire où aucun de ceux responsables des meurtres, de la torture, des détentions illégales et autres crimes commis, n'a jamais été mis en accusation.

Comme en Turquie et ailleurs, on verra bientôt apparaître au Brésil les limites des actions de masse spontanées, aussi massives soient-elles. La tâche politique décisive, posée par ces événements et par la crise du capitalisme brésilien et mondial, consiste à se tourner vers la classe ouvrière et à construire en son sein une nouvelle direction révolutionnaire fondée sur le programme du socialisme et de l'internationalisme.

Ceci signifie une critique politique impitoyable du PT, des groupes de pseudo-gauche et des syndicats qui gravitent autour de lui. Ceci est indispensable pour réarmer les travailleurs brésiliens avec une perspective révolutionnaire et forger leur indépendance politique par rapport à toutes les sections de la classe dirigeante.

Bill Van Auken

Article original, [WSWS](#), paru le 22 juin 2013

La source originale de cet article est [wsws.org](#)

Copyright © [Bill Van Auken](#), [wsws.org](#), 2013

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)